

“L’émancipation des travailleurs sera l’oeuvre des travailleurs eux-mêmes”

Karl Marx

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste* de Dassault Mérignac et Martignas

Kanaky – « Un peuple qui en opprime d’autres ne saurait être libre », Karl Marx

Au printemps dernier, un projet de modification de la loi électorale en Kanaky (autre nom de l’archipel de Nouvelle-Calédonie, colonisé par la France depuis les années 1850) visait à minorer le poids électoral des Kanak dans leur propre pays. Cette loi électorale avait provoqué des manifestations massives et déterminées et la révolte s’est installée dans la durée. Depuis, l’État français s’efforce d’« apaiser » la situation... à grands renforts de gendarmes. Jeudi 15 août, ces gendarmes ont tué un homme, portant à onze le nombre des victimes, et en ont grièvement blessé un autre. L’état d’urgence a été rétabli jusqu’au 26 août.

Thio encore, 40 ans après

Les faits se sont produits sur une route dont des militants indépendantistes avaient repris le blocage, près du village de Thio. Cette localité est un bastion de l’indépendantisme kanak depuis les années 1980. Une mobilisation déjà payée du prix du sang. En novembre 1984, des gendarmes français assassinaient à Thio le leader indépendantiste Éloi Machoro.

La mine de nickel de la SLN toute proche faisait de Thio un symbole du pillage par l’impérialisme français. Quarante ans après, le gisement de nickel commence à se tarir. Par contre, son extraction n’a pas fini d’empoisonner les populations qui vivent aux alentours. Thio est donc plus que jamais acquis à la cause de l’indépendance.

Une partie de la jeunesse n’écoute pas les appels au calme

Depuis la levée de l’état d’urgence le 28 mai dernier, le gouvernement de Macron a certes rétabli TikTok, mais il n’a pas rapatrié en métropole ses moyens de répression. Au contraire, il les a renforcés. 3 500 flics de toutes catégories sont déployés, soit un pour moins de 80 habitants. Une dizaine de véhicules blindés sont encore arrivés en juillet. Le gouvernement croyait peut-être décapiter le mouvement en faisant arrêter en juin les dirigeants de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), et en déportant sept d’entre eux dans des prisons françaises, à 17 000 kilomètres de leur famille. Mais les affrontements n’ont pas cessé. Toute une partie de la jeunesse kanak pour qui cette occupation militaire est insupportable n’écoute plus les appels au calme, même quand ils émanent de la CCAT. Et l’attitude des

leaders anti-indépendantistes leur donne des raisons supplémentaires de lutter. Le 12 juillet, leur cheffe de file, Sonia Backès, a annoncé que la province qu’elle dirige mettait fin à l’aide médicale, c’est-à-dire la gratuité des soins pour les plus pauvres, au motif que les émeutes lui coûtaient trop cher. Les patrons, eux, ne se gênent pas pour réclamer à Macron que les subventions décréées pour « relancer l’économie » – autrement dit leurs profits – continuent de pleuvoir.

Un projet de colonialisme 2.0

Certes, Macron a gelé cette loi électorale qui visait à mettre en minorité les Kanak sur la terre de leurs ancêtres pour s’assurer que les urnes ne donnent jamais une majorité à la cause indépendantiste. Mais il faudrait être naïf pour croire que l’État français puisse abandonner facilement le contrôle de la Kanaky à ses habitants. À l’heure où la puissance de la Chine vient troubler la domination occidentale sur la planète, il compte bien défendre sa place dans le monde impérialiste, comme on a pu le voir récemment encore, quand Macron s’est entouré de dirigeants africains de ce qui reste de la Françafrique lors de la récente commémoration du débarquement en Provence de 1944. Et tant pis s’il faut pour cela mater dans le sang la révolte de quelques dizaines de milliers de Kanak.

Eh bien, c’est contre tout cela que nous devons nous dresser, nous travailleurs, en France. Cette politique criminelle a lieu en notre nom. Le moins que nous puissions faire, c’est d’exprimer à qui va notre solidarité : avec un peuple en lutte pour sa liberté, contre ses exploités – qui sont aussi les nôtres – et contre l’État à leur service. À bas l’impérialisme français !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 19 août 2024

Ce bulletin est le tien, tu peux y contribuer en nous contactant à l’adresse : nparevo.dassault@gmail.com

Congés payés, ce n'est pas à Dassault de décider

2 semaines de congés payés sont imposées en été pour la plupart des collègues, 3 pour l'essentiel de ceux du bâtiment Rafale. S'ajoutent à ça les vacances de Noël. Dassault décide dans son intérêt de la majorité de nos congés. Ils contrôlent déjà beaucoup nos vies, choisir nos vacances ce serait quand même pas du luxe !

Congés forcés et perte sèche

L'imposition de ces congés est d'autant plus injuste pour tous ceux qui n'en ont pas, ou pas cumulé assez : c'est le salaire d'août qui est amputé de tout ou partie de ces deux semaines. Que Dassault compense la perte de revenus pour tous ces collègues !

Ça va chauffer !

La chaleur dans l'usine est régulièrement étouffante, parfois dès le matin. Dassault n'est même pas capable de garantir en permanence des gobelets à la fontaine, un minimum pourtant, on ne parle même pas de distribuer des bouteilles d'eau. Mais ce dont on aurait besoin par ces fortes chaleurs, en plus de rafraîchissements, c'est de pouvoir souffler davantage... c'est-à-dire surtout de travailler moins !

Chili : fin de la grève dans la plus grande mine de cuivre du monde

La mine d'Escondida produit 5,4 % du cuivre mondial. Les 2400 travailleurs syndiqués, l'essentiel du personnel, ont engagé une grève de quatre jours pour réclamer une amélioration des conditions de retraite et de couverture santé. Le syndicat a annoncé un accord avec la direction sur ces sujets. Les travailleurs réclamaient également que l'entreprise leur octroie 1 % des dividendes versés aux actionnaires. Finalement la direction a cédé également : une prime de 35 000 dollars (environ 32 000 euros) sera versée à chacun. La lutte paie !

Dépenses de rentrée scolaire : 15% des familles en difficulté

Selon un rapport que vient de publier la Confédération syndicale des familles, alors que 15 millions d'élèves et d'étudiants s'apprêtent à reprendre le chemin des cours dans deux semaines, les dépenses de rentrée scolaire représentent une difficulté économique pour 15 % des familles interrogées. Un taux qui atteint presque 40 % pour les familles monoparentales, malgré le versement de l'allocation de rentrée scolaire par la Caisse d'allocations familiales. Ce coût s'élève à 236 euros par enfant dans l'élémentaire, à 324 euros au collège et à 398 euros au lycée. Les légères baisses enregistrées dans le secondaire sont loin de compenser les hausses des années précédentes. Bref, pour nombre de familles populaires la rentrée c'est galère.

Solidarité avec la révolte du Bangladesh !

Lundi 5 août, des centaines de milliers de manifestants au Bangladesh se sont soulevés, et le palais de la Première ministre Sheikh Hasina, au pouvoir depuis 15 ans, a été envahi. Aux centaines de milliers d'étudiants se sont ajoutés leurs parents, des professeurs et des travailleurs du textile, principal secteur industriel du pays et foyer de lutte reconnu contre le patronat. Dans un pays où l'inflation galope et où plus d'un jeune sur trois n'arrive à trouver ni études ni emploi, la colère a fini par exploser et emporter un régime connu pour sa dureté et sa corruption. Mais devant ce spectaculaire succès de la mobilisation populaire, l'armée a rapidement pris le pouvoir et installé au gouvernement l'amoureux de l'entrepreneuriat Muhammad Yunus, présenté comme un vieux sage, mais pour qui il est surtout hors de question de toucher aux profits des grands groupes. Mais les étudiants et les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot. Les revendications des classes populaires du Bangladesh sont les nôtres : vivre et pas survivre, décider démocratiquement de notre sort ! Nous exprimons notre totale solidarité avec les étudiants et travailleurs qui continuent de se battre.

Macron fait durer le suspense

Un mois et demi après les élections législatives, Macron joue toujours la montre avant de se décider à nommer un nouveau Premier ministre. Il convoque les partis politiques représentés au Parlement vendredi 23 août pour, dit-il, « continuer à avancer vers la constitution d'une majorité la plus large et la plus stable possible. » Mais quel que soit le choix de Macron, que le futur Premier ministre soit de droite, du centre ou de gauche, rien d'autre n'attendra les classes populaires que la poursuite de la politique actuelle en faveur des riches.

Le SMIC à 1600 euros... ce n'est pas pour demain

Lucie Castets, la candidate du Nouveau Front populaire pour le poste de Première ministre, a profité de la trêve olympique pour faire parler d'elle. Elle a donné une interview exclusive au Sud Ouest où elle aborde les questions de programme. Interrogée sur l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation du smic à 1 600 euros net et la remise en place de l'impôt sur la fortune elle répond : « Ce sont des cibles qui sont intangibles mais dont les modalités de mise en œuvre doivent être discutées. En particulier pour la hausse du smic à 1600 euros. ». En plein tollé, elle a voulu se corriger : « Le SMIC à 1600 € [...] nous le ferons. » Mais elle ajoute juste après : « Dès les premiers jours à Matignon, nous échangerons avec les partenaires sociaux sur les modalités de la mise en œuvre [du SMIC à 1600 euros]. » Échanger avec les partenaires sociaux, c'est-à-dire demander au patronat sa permission. Les promesses, ça va ça vient. Et nous, on ne pourra compter que sur nos luttes.